

Souveraineté numérique: un réveil douloureux pour l'UE

Editoriale

La longue léthargie européenne à propos de ses multiples dépendances vis-à-vis de la Chine et des Etats-Unis semble s'achever. Au moins dans l'intention. Après un projet de loi, présenté en mars, visant à promouvoir le « made in Europe » sur le plan industriel, la Commission européenne a dévoilé, mercredi 3 juin, un paquet législatif pour conquérir sa souveraineté dans le secteur du numérique.

Depuis des décennies, l'Europe consomme des technologies qu'elle ne produit pas, stocke ses données sur des serveurs qu'elle ne contrôle pas et fait fonctionner ses administrations en achetant des logiciels dont elle ne fixe pas les règles. Cette dépendance n'est pas qu'économique, elle est aussi stratégique. Les Vingt-Sept sont exposés à des ruptures d'approvisionnement, à des vulnérabilités en matière de cybersécurité et à des formes de pression géopolitique de plus en plus explicites, dans un contexte de rivalités sino-américaines exacerbées.

Face à ces menaces, la tentation du statu quo, de peur de se voir appliquer des mesures de rétorsion, est une impasse. La guerre commerciale enclenchée par Donald Trump le démontre. Tandis que l'Europe a consenti à des droits de douane unilatéraux pour éviter la confrontation, l'administration américaine s'inscrit dans une surenchère perpétuelle, comme en témoignent les nouvelles menaces pour taxer les exportations européennes sous le prétexte que l'Union européenne (UE) encourage le travail forcé. La complaisance n'achète pas la paix, elle entretient le chantage.

Le plan présenté par la Commission vise à concentrer les investissements sur quelques maillons jugés critiques : la production de semi-conducteurs, le développement de capacités européennes en intelligence artificielle (IA), le stockage et le traitement des données, ainsi que la sécurisation des infrastructures numériques. Il s'agit de réduire

les dépendances les plus évidentes sans prétendre à une autarcie technologique irréaliste.

Le défi reste néanmoins gigantesque. D'abord, les solutions européennes seront, sans doute, au moins dans un premier temps, plus coûteuses et peut-être moins performantes que les offres américaines. Qu'il s'agisse de défense ou de numérique, la souveraineté a un prix, les Européens doivent s'y préparer. Ensuite, les géants de la tech américaine et chinoise sont soutenus, pour les premiers, par des marchés financiers plus efficaces que leurs homologues européens, et, pour les seconds, par des subventions d'Etat. Ces deux blocs sont capables de mettre en œuvre des politiques industrielles offensives et intégrées, là où les investissements européens restent fragmentés et souvent insuffisants.

Enfin, la coordination entre Etats membres est loin d'être évidente. Les priorités industrielles et budgétaires ne sont pas toujours alignées, et la tentation du chacun pour soi demeure un frein puissant.

Toutefois, l'UE ne peut plus tergiverser au moment où l'IA prend une importance grandissante à une vitesse stupéfiante. Son impact ne façonne pas seulement des processus industriels. L'IA structure aussi les représentations culturelles et les choix éthiques. Continuer à dépendre exclusivement de technologies extra-européennes conduirait à une vassalisation certaine.

Le plan de la Commission se présente comme celui de la dernière chance. Son succès dépendra en partie de la capacité des Etats membres à s'en saisir, alors que chacun garde une grande latitude pour transposer le texte, à se coordonner, tout en étant capable de résister aux pressions extérieures. Après un si long sommeil, le réveil ne peut être que douloureux.